

Immigration et métropoles

Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration
l'intégration et la dynamique urbaine

Rapport d'évaluation d'étape

(1^{er} avril 1996 - 31 mars 1999)

Version publique pour diffusion électronique
sans annexes

par

Marie Mc Andrew, directrice

avec la collaboration de

Nicole Lapierre Vincent et Tuyet Trinh Thi
coordonnatrices (1997-1999 et 1999-)

30 avril 1999

Table des matières

Partie I – Présentation du Centre : Objectifs et activités majeures 2

- 1.1 Objectifs
- 1.2 Activités majeures

Partie II – Partenariats et collaborations 4

- 2.1 Au sein d'IM
 - 2.1.1 Entre les chercheurs et les institutions universitaires
 - 2.1.2 Avec les partenaires des secteurs publics, privés et communautaires
- 2.2 Au plan national
- 2.3 Au plan international

Partie III – Recherche et résultats de la recherche 7

- 3.1 Orientations générales du programme de recherche
- 3.2 Catégories de projet et type de financement
- 3.3 État d'avancement, réalisations et perspectives
 - 3.3.1 Volet 1 – Impacts démo-économiques de l'immigration et intégration au marché du travail
 - 3.3.2 Volet 2 – Logement et vie de quartier
 - 3.3.3 Volet 3 – Éducation et formation
 - 3.3.4 Volet 4 – Santé et services sociaux, sécurité publique, justice
 - 3.3.5 Volet 5 – Intégration linguistique et sociale
 - 3.3.6 Volet 6 – Citoyenneté, culture et climat social
 - 3.3.7 Projets stratégiques
- 3.4 Formation des étudiants

Partie IV – Gestion de la recherche et communication 17

- 4.1 Structure de gestion et de planification de la recherche appliquée par le Centre
- 4.2 Diffusion des résultats de la recherche
 - 4.2.1 Publications et communications scientifiques
 - 4.2.2 Stratégies novatrices de dissémination et d'appropriation des résultats
- 4.3 Appuis institutionnels

PARTIE I – PRÉSENTATION DU CENTRE : OBJECTIFS ET ACTIVITÉS MAJEURES

1.1 Objectifs

Immigration et métropoles (IM), le Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et dynamique urbaine, est le fruit d'un consortium de recherche composé de l'Université de Montréal (UdeM), de l'Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation (INRS-Urbanisation) et de l'Université McGill. Ces institutions ont convenu d'associer et d'intensifier les efforts de recherche, de soutien à la prise de décision et à l'intervention, qu'elles menaient déjà dans ces domaines, dans le cadre du projet Metropolis. Le Centre s'est donné les objectifs suivants :

- 1) intensifier les échanges et les collaborations entre les trois institutions en matière de recherche sur l'immigration et l'intégration et en matière d'encadrement des étudiants gradués;
- 2) promouvoir le développement d'une recherche novatrice et multidisciplinaire sur ces enjeux dans le contexte canadien, et plus spécialement québécois;
- 3) développer des études comparatives avec d'autres métropoles du Canada et du monde, choisies en fonction de leur pertinence respective dans l'étude de problématiques ou d'interventions ciblées;
- 4) intensifier ou formaliser les liens qu'entretiennent déjà plusieurs chercheurs ou établissements avec des partenaires publics non gouvernementaux dans ces dossiers;
- 5) assurer une diffusion plus large et plus efficace des résultats de recherche auprès des décideurs, des intervenants et de l'opinion publique.

Ces objectifs sont les mêmes que ceux qui apparaissent au projet présenté par le consortium au CRSHC en novembre 1995. Ils reflètent, d'une part, les objectifs du programme mis en œuvre par le CRSHC, CIC et les autres partenaires fédéraux et, d'autre part, les besoins de recherche et d'encadrement identifiés par le consortium en tenant compte du contexte spécifique du Québec. Deux éléments ont particulièrement guidé chercheurs et partenaires à cet égard. Il s'agissait, d'abord, de reconnaître l'existence préalable de nombreuses équipes de recherche dans le champ, actives tant le domaine de la recherche que dans celui de l'encadrement des étudiants, suite à l'impact structurant général du programme FCAR-Équipe et à une utilisation institutionnelle plutôt qu'individuelle, par les diverses universités québécoises, des chaires d'études ethniques financées par le ministère du Patrimoine canadien (MPC). De plus, le fait que l'immigration et l'intégration ont représenté, depuis plus de 30 ans au Québec, des éléments majeurs du débat public et de l'intervention gouvernementale, conjugué à un investissement de recherche ministérielle sans équivalent dans d'autres provinces, avait déjà permis que les liens recherche/politique soit plus marqués qu'ailleurs au Canada. Plutôt qu'une approche de *tabula rasa*, c'est donc une utilisation stratégique de la subvention CRSHC-CIC, afin de consolider, d'intensifier ou de formaliser les efforts déjà entrepris par la collectivité des chercheurs et intervenants québécois, que nous avons privilégiée.

D'une façon générale, on peut considérer que les trois premières années d'existence du Centre nous ont permis d'atteindre très largement les objectifs 1, 2 et 4, où nous avons souvent même dépassé les engagements formulés en 1995 et d'amorcer significativement les objectifs 3 et 5, dont la nature même exige un horizon temporel plus vaste. En effet, comme on le verra plus loin, le Centre représente aujourd'hui un ensemble très bien intégré de chercheurs et d'étudiants gradués de toutes disciplines et de partenaires de secteurs variés et son dynamisme et sa créativité dans le domaine de la recherche sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine sont reconnus. De plus, il assume, au sein de la communauté montréalaise et québécoise, un important rôle de circulation des connaissances et des expertises et de concertation systématique entre les milieux universitaires, gouvernementaux et de pratique. Par ailleurs, IM est un membre très actif du réseau Metropolis national et in-

ternational où nous avons mené de nombreuses initiatives visant à développer les échanges et la recherche comparative.

1.2 Activités majeures

D'une façon générale, on peut regrouper les très nombreuses et très prenantes activités qu'ont exigé la mise sur pied et le fonctionnement du Centre en trois grandes périodes, qui correspondent *grosso modo* à nos années financières (et donc, pour les deux premières, à nos rapports annuels). 1996-1997 a représenté l'année la plus intense sur le plan de la créativité et de l'expérimentation, même si la plupart des efforts n'ont porté pleinement leurs fruits qu'en 1997-1998. Il s'agissait, en effet, de confronter au test de la réalité – et d'ajuster au besoin – une structure de gestion, de consultation et de planification de la recherche originale et sans grand modèle préalable, étant donné le caractère novateur du projet Metropolis (voir Partie IV). À travers ce processus d'ajustement réciproque, un programme de recherche de deux ans couvrant les six volets d'IM (voir Partie III) et répondant à la fois aux intérêts des chercheurs et aux besoins des partenaires a été élaboré, soumis pour consultation et finalement adopté par nos instances décisionnelles. Parallèlement, l'obtention de nos locaux, la mise sur pied de trois infrastructures (une principale à l'UdeM et deux satellites à l'INRS et à McGill) ainsi que le développement d'un processus de gestion financière et administrative efficace absorbait une part importante de nos ressources en personnel.

1997-1998 a été consacré à deux activités majeures, soit, d'une part la réalisation des études prévues au plan de recherche 1996-1998 qui n'avaient été qu'amorçées en 1996-1997 (y compris l'ajout d'un concours de projets stratégiques) et, d'autre part, l'organisation de la Deuxième Conférence nationale à Montréal du 23 au 26 novembre, qui a marqué le début des efforts d'élaboration de projets comparatifs nationaux au sein du réseau Metropolis. Nous avons également mené de nombreuses activités visant la dissémination des connaissances et le développement de nouveaux partenariats (activités scientifiques des volets, séminaires avec le monde des affaires, rencontres avec les organismes communautaires et avec les médias, établissement du site *web* et du bulletin d'IM), tout en étant étroitement associés à l'évaluation Watson-Dubois, qui a demandé un important investissement de temps. Cette période faste s'est terminée par un premier bilan des chercheurs et des partenaires visant à évaluer l'efficacité de nos modes de fonctionnement et à identifier les priorités de l'agenda 1998-1999.

1998-1999 a représenté une année de consolidation des activités déjà menées en termes de recherche, d'encadrement des étudiants et de dissémination et de préparation des années à venir. Nous avons notamment adopté à l'automne 1998 un plan de recherche d'une seule année visant à terminer les études en cours, à assurer la dissémination de leurs résultats et, en vue de la préparation du plan 1999-2001, à amorcer quelques nouveaux projets par volets (voir partie III). Nos diverses activités de dissémination et d'information ont aussi été poursuivies (voir annexe 3) au sein desquelles il convient de signaler tout spécialement la publication des Actes de la Deuxième conférence nationale qui comprenait également un séminaire thématique sur le *Logement et la vie de quartier*. Par ailleurs, nous avons consenti d'importants efforts à la poursuite de nos liens et projets comparatifs nationaux, entre autres par notre implication au sein du comité national de données ainsi qu'à l'intensification des liens et à l'amorce de projets comparatifs au sein du réseau international Metropolis (voir partie II). Quant à l'hiver 1999, il fut, on s'en doutera, consacré à l'importante opération de collecte des informations et de bilan nécessaire à ce rapport ainsi qu'à l'amorce du processus qui nous permettra, fin juin 1999, d'adopter un troisième plan de recherche biennal (voir partie III).

PARTIE II – PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

2.1 Au sein d'IM

2.1.1 *Entre les chercheurs et les institutions universitaires*

IM constitue un réseau d'une soixantaine de chercheurs (voir annexe 4a) qui proviennent principalement du Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal (CEETUM) et de ses groupes de recherche affiliés, le Groupe de recherche Ethnicité et société (GRES) et le Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE), du Groupe d'étude Ville et immigration de l'INRS-Urbanisation (GEVI) et du Groupe de recherche sur l'immigration de McGill (GRI), mais également d'autres institutions universitaires québécoises (Université du Québec à Montréal (UQAM), Université de Sherbrooke, Université Laval, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), École nationale d'administration publique (ENAP), INRS-Culture et Société) et canadiennes (Université d'Ottawa, Université Queen's) ainsi que d'institutions publiques (CLSC-Côte-des-Neiges, Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPJ)). Il est également important de souligner que quatre des cinq titulaires des Chaires d'études ethniques financées au Québec par le MPC, non spécifiquement axées sur un groupe ethnique particulier, participent au programme (UdeM, McGill, UQAM et UQAC).

Un des écueils potentiels d'un réseau d'une telle envergure, où quelque 20 disciplines et deux communautés linguistiques sont représentées, aurait pu résider, dans le meilleur des cas, dans son caractère essentiellement nominal ou, au pire, dans l'établissement d'une dynamique de tension entre chercheurs, contraire aux visées même de l'initiative CRSHC-CIC. Dans le contexte spécifique du Québec, tel que mentionné plus haut, une autre inquiétude portait sur un éventuel impact destructurant d'IM sur l'existence et la dynamique des groupes de recherche déjà actifs. La structure de planification de la recherche que nous avons adoptée, par consensus au sein de volets multidisciplinaires regroupant des chercheurs de toutes les institutions et leurs partenaires (voir partie IV), ainsi que la décision de considérer la subvention CRSHC-CIC comme un soutien d'appoint au dynamisme de nos chercheurs et de nos partenaires dans le cadre d'activités qu'ils mènent déjà ou qu'ils désirent amorcer (voir partie III) se sont avérées des stratégies gagnantes. En effet, ces choix nous ont permis de créer un climat plus synergique que compétitif, d'une part, en mettant à profit, lors de l'élaboration du plan de recherche, les travaux réalisés ou en cours ainsi que les financements alternatifs déjà disponibles ou potentiels et, d'autre part, en mobilisant les énergies et les ressources humaines et matérielles autour d'objectifs et de thèmes définis en commun, complémentaires aux activités menées au sein des diverses équipes participant au programme. Quant aux relations interinstitutionnelles, la répartition de la direction des volets et de leur budget entre les trois universités membres du consortium ainsi que l'établissement d'une politique de contrat favorisant des retombées équitables entre elles a permis de les maintenir au beau fixe.

2.1.2 *Avec les partenaires des secteurs public, privé et communautaire*

Tel que mentionné plus haut, avant l'établissement du Centre, plusieurs chercheurs entretenaient déjà des liens de nature et d'intensité variées avec les milieux gouvernementaux, privés ou communautaires intéressés aux questions d'immigration et d'intégration. Dans certains cas, il s'agissait même d'un partenariat permanent pour l'ensemble d'un programme de recherche (par exemple le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) pour le GREAPE ou le MPC pour la Chaire en relations ethniques) ou d'un financement régulier et de longue date d'activités de recherche (par exemple la Ville de Montréal à l'INRS ou le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) pour l'ensemble des chercheurs). Grâce à ces acquis, nous avons ainsi pu établir, dès 1996-1997, un réseau impressionnant de partenaires où le secteur public et les milieux de pratique québécois dominaient, étant donné les très larges pouvoirs dont jouit le Québec en matière de sélection de l'immigration et d'établissement des nouveaux arrivants. Celui-ci a été étendu, à partir de 1997-1998, à d'autres secteurs moins représentés (notamment les organismes communautaires, le monde des affaires et les

partenaires fédéraux autres que le MPC et CIC) à partir d'une stratégie concertée d'intensification des contacts et d'approches alternatives à cet égard.

En effet, alors que la stratégie de participation intensive à la définition des plans de recherche et du suivi des activités au sein des volets convient bien aux partenaires locaux disposant de ressources humaines suffisantes à investir en cette matière, nous privilégions désormais, en ce qui concerne les organismes communautaires et le monde des affaires, suite aux consultations que nous avons menées avec eux, une association *ad hoc* à des projets spécifiques qui les intéressent. Avec les partenaires fédéraux, une stratégie mixte, selon le cas, est adoptée. Santé Canada, CIC, la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), Condition féminine Canada et bien entendu le MPC ont des représentants au sein de divers volets, alors que dans le cas des autres ministères, nous privilégions des contacts *ad hoc* sur des thématiques précises, notamment avec Statistique Canada avec lesquelles notre comité de données entretient des rapports étroits et très positifs. D'une façon plus large, les liens avec les autorités fédérales ont également été encouragés par diverses réunions organisées à notre demande pour recueillir des réactions à nos plans de recherche, durant la rencontre annuelle des directeurs à Ottawa ou lors de consultations sur des enjeux liés à l'élaboration des politiques.

De 1996 à 1999, une centaine de partenaires publics (22), parapublics (24), communautaires (43), privés (4) ou intersectoriels (7) ont ainsi été actifs au sein des volets et des divers projets d'IM (voir liste exhaustive, annexe 4e). Ces collaborations se concrétisent, selon le cas, par une participation régulière aux activités du volet y compris à la définition du plan de recherche; par un soutien financier ou une participation de chercheurs ou d'interlocuteurs institutionnels à la définition d'un projet et à la poursuite de son processus; par la facilitation de l'accès aux institutions ou organismes concernés ou enfin par un appui à la diffusion des résultats de recherche (voir annexe 1 pour la contribution spécifique des partenaires à chacun des projets). D'une façon générale, bien qu'elle suppose un changement de culture institutionnelle de part et d'autre, à laquelle chercheurs et partenaires étaient inégalement préparés, cette participation étroite des partenaires aux activités de recherche est appréciée : elle représente, en effet, une source d'enrichissement notable des perspectives de recherche et des connaissances relatives aux phénomènes de l'immigration et de l'intégration. De plus, elle facilite la diffusion des résultats de recherche et leur traduction en terme de politiques, de programmes et pratiques par les intervenants.

Par ailleurs, il faut rappeler que 12 représentants de ces partenaires siègent au conseil d'orientation d'IM (voir partie IV), où ils sont appelés à se prononcer sur l'ensemble des plans de recherche ainsi que sur les orientations générales du Centre. Il est important de noter, à cet égard, que par le biais des échanges au sein de ce conseil et des volets, l'existence d'IM a également eu un impact significatif sur l'intensification des relations et des collaborations entre partenaires des divers niveaux de gouvernement, ainsi que des secteurs privés et communautaires. Le réseau Metropolis national et international a aussi eu cet effet pour les partenaires d'un même secteur ou de secteurs différents qui ont largement participé aux conférences nationales et internationales (voir annexe 3b).

2.2 Au plan national

Depuis sa création, IM a développé des liens significatifs au sein du réseau national Metropolis, plus particulièrement avec l'équipe du projet à Ottawa et les autres centres. Ces liens divers et variés peuvent être regroupés sous trois grandes catégories. Il s'agit d'abord d'une participation soutenue et assidue de nos chercheurs et de nos partenaires aux conférences nationales et activités diverses organisées par l'un ou l'autre des centres ou par les partenaires fédéraux (voir annexe 3b). À cet égard, il faut signaler la présence d'une délégation de 6 chercheurs et 3 partenaires au Colloque d'Edmonton de mars 1997, d'une délégation de 11 chercheurs et 2 partenaires au Colloque de Vancouver de janvier 1999 ainsi que notre présence à l'ensemble des séminaires par domaine organisés par divers partenaires fédéraux (Santé, décembre 1996; Police, février 1997; Éducation à la citoyenneté, mars 1998) ainsi qu'au séminaire Asie-Pacifique tenu à l'initiative du Centre de Vancouver (août 1997). Ces activités ont permis, dans un premier temps, l'établissement de contacts généraux ou plus spécifiques

à des champs particuliers et, depuis, ils représentent un temps fort pour évaluer l'état des recherches et des collaborations.

Un niveau d'engagement plus important est évidemment lié à l'organisation d'événements par le Centre lui-même. À cet égard, il faut signaler tout particulièrement la Deuxième Conférence nationale qui s'est tenue à Montréal du 23 au 26 novembre en conjonction avec le 14^e Colloque biennal de la Société canadienne d'études ethnique (SCEE), ce qui a permis de développer des liens avec cet important réseau de chercheurs actifs dans le domaine des relations ethniques. Cet événement, qui avait pour thème *Metropolis An II : le développement d'un agenda de recherche comparatif*, a réuni au-delà de 200 chercheurs, partenaires et étudiants gradués provenant de tous les centres d'excellence Metropolis, du CRSHC et du gouvernement fédéral. Bien que divers débats en plénière visaient l'évaluation de l'expérience Metropolis (partenariat, diffusion des résultats, défis liés à la définition d'un agenda national et international), le développement de liens nationaux et de projets comparatifs y a été particulièrement favorisé, tant par le biais d'ateliers d'une journée consacrés à un travail en profondeur par domaine de recherche que par la tenue, au MRCl, d'une session supplémentaire (26 novembre) sur la politique d'immigration et d'intégration du Québec dans une perspective comparative avec celle des autres provinces. Pour faire en sorte que les collaborations amorcées ou identifiées comme prioritaires dans chaque domaine se concrétisent rapidement, IM a aussi pris l'initiative, soutenu par le Secrétariat national et le CRSHC, de produire un bulletin spécial sur les conclusions opérationnelles de la Conférence nationale, largement diffusé à l'ensemble des chercheurs et partenaires du réseau. Toujours sous seconde catégorie, il faut mentionner également l'implication d'IM dans l'organisation du Séminaire sur la participation civique tenu à la demande du MPC le 23 novembre avant l'ouverture officielle de la conférence, ainsi que le rôle central qu'a joué le volet 3 dans la tenue d'une première conférence par domaine en éducation à Terre-Neuve en juin 1997 dont nous avons assumé l'initiative et l'organisation avec le soutien financier de CIC et du MPC.

Si elles se limitaient à de simples échanges sur les problématiques et recherches en cours et ne débouchaient pas sur des projets comparatifs et des collaborations diverses entre les centres, l'ensemble des rencontres mentionnées plus haut, malgré leur intérêt, ne répondraient qu'en partie aux objectifs du projet Metropolis. Il faut toutefois reconnaître que le passage de ce seuil n'est pas évident et demande énormément d'investissements, en temps et en ressources, alors même que le design de l'initiative CRSHC-CIC, qui ne prévoit pas de structures inter-centres, conduit souvent à privilégier les projets à plus court terme répondant à des besoins des partenaires locaux en matière de politiques et de programmes, comme l'ont d'ailleurs déjà signalé Watson et Dubois. Le Centre de Montréal, sans prétendre avoir levé tous les obstacles à cet égard, a manifesté beaucoup de leadership et de dynamisme dans ce dossier, qu'il s'agisse du suivi des recommandations de la Conférence nationale sur les possibilités de recherches comparatives dans divers domaines, dont nous avons fait une priorité de notre plan de recherche 1998-1999 et auquel nous avons décidé d'accorder un budget spécial dans le plan de recherche 1999-2001 (voir partie IV) ou de notre implication au sein du comité national de données qui nous a amenés à coordonner la demande commune des quatre centres auprès de Statistique Canada qui vient d'être finalisée après plus de trois ans de négociation. Celle-ci pourrait permettre le développement d'un portrait commun de l'immigration dans les quatre villes associées au projet, qui est déjà amorcé à Montréal. Par ailleurs, il faut mentionner que, sans assumer l'initiative dans ce dossier, nous avons toujours étroitement participé aux travaux de définition du site *web* national ainsi qu'au développement de la bibliothèque virtuelle, notamment en ce qui concerne la définition des thèmes de regroupement où nous avons joué un important rôle de coordination.

2.3 Au plan international

Après deux années où la priorité a été mise successivement sur les liens locaux et nationaux, 1998-1999 aura véritablement représenté l'envol de nos liens internationaux, du moins dans le cadre du réseau Metropolis. Cette évolution, justifiée par une stratégie de développement progressif en fonction de nos ressources et de la nécessité d'asseoir nos assises avant d'étendre nos activités, correspondait d'ailleurs à l'état même du projet Metropolis international qui a stagné quelque peu avant de sembler trouver sa voie lors du récent colloque en Israël. Notre présence lors des deux premiers colloques

n'a pas été pour autant négligeable. 6 chercheurs et 2 partenaires ont en effet assisté à la Conférence de Milan où Weinfeld (McGill) et Mc Andrew (UdeM) avaient été chargés de rédiger le document d'orientation relatif à l'atelier «Intégration sociale et réactions des institutions». De même, une délégation de sept chercheurs et de cinq partenaires représentait IM à la Conférence de Copenhague où la ville de Montréal faisait l'objet d'une des quatre études de cas présentées en plénière par Germain (INRS-Urbanisation). Suite à cette conférence, l'ensemble des participants de Montréal ont produit une analyse critique du mode d'organisation et des sujets traités, insistant notamment sur la nécessité de groupes de travail à problématiques plus ciblées et plus pointues, où l'apport des chercheurs serait plus important, et qui viseraient explicitement l'amorce de projets comparatifs. Ces suggestions, que le Centre de Montréal n'était d'ailleurs pas le seul à mettre de l'avant, ont permis de réorganiser la Conférence d'Israël de manière beaucoup plus productive. Cinq ateliers sur 15 de cet événement ont été organisés ou co-organisés par des chercheurs d'IM (Éducation dans les sociétés divisées, Éducation à la citoyenneté dans un contexte pluraliste, Opinion publique à l'égard de l'immigration) ou ses partenaires (Rôle des ONG dans l'intégration, Barrières à l'emploi pour les immigrants), auxquels on doit ajouter deux ateliers (Répercussion de l'immigration sur le secteur de la santé et Ségrégation résidentielle) où notre présence a été importante. De ces initiatives, quatre ont déjà eu des retombées en matière de recherche (voir partie III) et connaîtront des suites lors de la Conférence de Washington en décembre 1999. Des contacts de nature plus informelle se poursuivent dans le cas des autres. Certains de nos chercheurs ont également été invités à divers colloques internationaux Metropolis, tenus entre les conférences, entre autres, Ray (Immigration et villes divisées, Göteborg, mars 1998) et Renaud et Termote (Les barrières à l'emploi, Montréal, octobre 1998).

Par ailleurs, il faut rappeler que l'ensemble des chercheurs et institutions associés à IM entretiennent de nombreux liens avec des collègues et institutions universitaires de divers pays, dont certains sont liés directement à des projets financés par IM alors que d'autres sont de nature plus générale dans le domaine de l'immigration et de l'intégration. Vu les limites de l'espace consenti à ce rapport, il ne nous est pas possible d'énumérer l'ensemble de ces contacts, dont on trouvera divers exemples à l'annexe 1. La direction et plusieurs chercheurs d'IM ont également été responsables de l'organisation de deux événements d'envergure internationale qui ont reçu des fonds du CRSHC et du projet Metropolis à Ottawa, soit, d'une part, le Séminaire France-Canada sur l'immigration et l'intégration (mai 1998) et, d'autre part, le Séminaire sur l'éducation dans les sociétés divisées (Belgique, Irlande du Nord, Catalogne, Québec) (avril 1998) qui a connu des prolongements dans le cadre de la Conférence d'Israël.

PARTIE III – RECHERCHE ET RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

3.1 Orientations générales du programme de recherche

Tel que présenté dans la demande de 1995, le programme de recherche d'IM couvre six «volets», soit « Impacts démo-économiques de l'immigration et intégration au marché du travail »; « Vie de quartier, trajectoires résidentielles et gestion des équipements collectifs »; « Éducation et formation »; « Santé, services sociaux, sécurité publique, justice »; « Intégration linguistique et sociale »; « Citoyenneté, culture et climat social ». Chaque domaine est divisé en axes reflétant des problématiques spécifiques à l'intérieur desquelles des orientations générales ainsi que des exemples de projets potentiels avaient été donnés, les choix définitifs demeurant du ressort des chercheurs et partenaires à travers le processus de consultation et d'approbation décrit à la partie IV. En 1996-1998, une planification biennale a été adoptée, ce qui comportait un bénéfice certain en termes d'énergie et de ressources, laissant ainsi aux chercheurs plus de temps à consacrer à la réalisation des recherches elles-mêmes, alors qu'en 1998-1999, nous avons opté, tel que précisé plus haut, pour un plan de consolidation d'une seule année. Par ailleurs, également dans la foulée de nos engagements de 1995, 1997-1998 a donné lieu à l'organisation d'un concours de projets stratégiques, visant à fournir un soutien plus important à des projets transversaux de plus grande envergure, choisis en fonction de thématiques prioritaires identifiées conjointement par les chercheurs et les partenaires (voir 3.3.7).

3.2 Catégories de projet et type de financement

La contribution qu'apportent le CRSHC et CIC à IM est un soutien d'appoint permettant d'atteindre les objectifs du projet Metropolis et non de financer l'ensemble des activités de recherche, qui sont soutenues par des contrats et des subventions de sources variées. D'une façon générale, on peut donc classer nos «projets» en cinq catégories : des recherches autonomes et autosuffisantes; des bilans ou des initiatives de diffusion s'appuyant sur des recherches déjà réalisées; un soutien à l'ajout d'une dimension répondant aux objectifs de l'initiative Metropolis dans le cadre d'une recherche dont le financement est déjà assuré par d'autres sources; un soutien d'appoint au développement de nouvelles recherches dont le commanditaire principal est déjà identifié et son engagement largement assuré; un soutien d'appoint au développement de nouvelles recherches dont le financement fera l'objet de demandes ultérieures à des organismes subventionnaires.

3.3 État d'avancement, réalisations et perspectives

De 1996 à 1999, 75 «projets» de recherche ont été soutenus par le Centre, soit 46 dans le cadre du plan 1996-1998, dont plusieurs ont reçu un soutien additionnel en 1998-1999, quatre projets stratégiques en 1997-1998 et 25 nouveaux projets en 1998-1999. Le tableau qui suit donne un aperçu de l'état général d'avancement de notre programme, notamment en fonction de la date réelle d'amorce des travaux largement décalée de notre année budgétaire, suite à notre large processus de consultation (voir partie IV). Les sous-sections qui suivent décrivent de manière succincte pour chacun des volets la nature des projets menés, leurs liens avec le plan d'ensemble de novembre 1995 et d'autres opportunités de recherche ou éléments du contexte sociopolitique plus large, leurs retombées en matière d'élaboration des politiques, programmes et interventions, leur contribution à la formation d'étudiants ainsi que les développements potentiels en 1999-2001. Notons toutefois, que ce dernier élément n'est présenté qu'à titre prospectif, étant donné que les plans de recherche 1999-2001 ne seront approuvés qu'en juin 1999. Quant aux résultats en termes de publication et de diffusion, ils sont discutés brièvement plus loin (partie IV) et décrits exhaustivement à l'annexe 3a.

Tableau 1 – État d'avancement des projets

Volet	Début								
	Janvier 1997			Janvier 1998			Novembre 1998		
	Nb de projets	Terminés 31/05/99	En cours	Nb de projets	Terminés	En cours	Nb de projets	Terminés 31/05/99	En cours
1	7	4	3				3		3
2	6	4	2				1		1
3	10	8	2				2		2
4	8	5	3				4	1	3
5	9	5	4				6	1	5
6	6	6	0				9	3	6
Projets stratégiques				4	0	4			
Total	46	32	14	4	0	4	25	5	20

3.3.1 Volet 1 – Impacts démo-économiques de l'immigration et intégration au marché du travail

Les orientations de recherche du volet 1 correspondent assez étroitement aux grands axes ainsi qu'aux orientations générales qu'on retrouvait dans la demande de 1995. En effet, à l'exception du premier axe, «Immigration et dynamique des populations» où il fut décidé, d'un commun accord entre chercheurs et partenaires, d'effectuer, avant de procéder plus loin, un bilan des études nombreuses déjà accomplies sur cette question au Québec (qui sera publié sous forme d'un *working paper* d'IM), les projets sous les trois autres axes, soit «Impact économique de l'immigration», «Processus

d'établissement et insertion au marché du travail» ainsi que «Milieu de travail, entreprise et gestion de la diversité», sont nombreux. Dans le premier cas, il faut signaler une importante étude en cours sur l'impact macro-économique de l'immigration à Montréal (Termote) ainsi qu'une recherche plus pointue sur la contribution de l'immigration dans le domaine de la haute technologie (Godin) qui a été financée par le MRCI et est maintenant terminée. En 1998-1999, suite aux nombreux efforts que nous avons menés auprès de nos partenaires du monde des affaires, un troisième projet, sous forme d'une étude de faisabilité au financement d'un projet de plus grande envergure, a été lancé sous la direction de Paré et Juteau («L'entrepreneurship ethnique à Montréal et l'impact de l'entreprise de grande dimension»). Ces trois projets où l'apport d'étudiants gradués a été central, notamment ceux de Tossou co-signataire d'un *working paper* d'IM et de Paré qui, suite à la complétion de son doctorat a été acceptée comme chercheur sans affiliation institutionnelle au sein d'IM, ont déjà commencé à générer des données dont la pertinence dans l'élaboration des politiques de sélection de l'immigration et de soutien aux immigrants économiques est évidente.

En ce qui concerne l'axe «Processus d'établissement et insertion au marché du travail», tel qu'annoncé en 1995, trois des quatre projets qui y ont été menés se sont appuyés sur une mise à la disposition à un réseau plus large de chercheurs, notamment Piché et Ledent et divers étudiants gradués, des banques de données générées par les enquêtes ENI et REVENDI menées par Renaud et financées par le MRCI. «Le processus d'insertion des immigrants dans des réseaux comme facteur clé de l'intégration économique», ainsi que «Les fluctuations de l'économie et de l'emploi des nouveaux immigrants» qui a donné lieu à la production d'un mémoire de maîtrise, sont terminés, alors que le troisième qui a débuté en 1998, «L'impact des ONG sur l'accès à l'emploi et sur l'insertion des revendicateurs régularisés du statut de réfugié» concrétise notre orientation d'intensification de nos partenariats avec les organismes communautaires. Par ailleurs, Piché, Ledent et Renaud viennent également d'amorcer, après une très longue attente des données de la BDIM, le projet «Analyse des trajectoires des immigrants en termes de revenus» qui fait l'objet d'un partenariat et d'un financement par CIC. L'ensemble de ces projets qui sont étroitement liés aux intérêts immédiats des deux intervenants majeurs dans le domaine de l'intégration économique des immigrants, soit de façon immédiate le MRCI et de façon plus large en ce qui concerne le Québec, le CIC, permettront de générer des connaissances de pointe directement reliées encore ici à la définition des politiques de sélection ou aux mesures de soutien à l'intégration économique.

Finalement, le dernier axe, «Milieu de travail, entreprise et gestion de la diversité» a donné lieu à une importante étude en cours sur l'analyse de la dynamique des programmes d'accès à l'égalité et de l'insertion des travailleurs des minorités visibles dans les entreprises soumises à l'obligation contractuelle du Québec, financée par le MRCI et réalisée par Chicha. Cette question s'est imposée comme une priorité étant donné l'important débat social sur les programmes d'accès à l'égalité au Québec qui doivent faire l'objet d'un avis du Conseil des relations interculturelles (où siège la chercheuse) et dont la pertinence est actuellement examinée au MRCI. Il faut également noter que deux des projets qui avaient été cités dans le cadre de cet axe sont en voie de réalisation dans d'autres volets. Il s'agit, d'une part, d'«Analyse approfondie de la dynamique sociolinguistique au sein des entreprises» (volet 5) ainsi que de «Mise en œuvre et évaluation d'un programme de formation à la gestion de la diversité» qui se réalise dans le cadre d'un nouveau projet mené à la Ville de Montréal et à Hydro-Québec par des chercheurs du volet 3.

En 1999-2001, suite au bilan critique de leurs activités, les chercheurs et partenaires du volet envisagent deux développements majeurs. Il s'agira, d'une part, suite aux conclusions du bilan relatif au rôle de l'immigration dans l'évolution démographique de Montréal, d'entreprendre une analyse d'impact axée sur les contributions relatives de l'immigration et de la fécondité à la croissance démographique future de Montréal. Cette analyse comporterait un volet comparatif avec d'autres régions métropolitaines canadiennes, susceptible d'intéresser Statistique Canada. Par ailleurs, on tentera également de diversifier la composition des membres de l'équipe par l'ajout d'un économiste prêt à s'attaquer, selon le modèle en vigueur à Vancouver, à des thématiques pointues touchant à la performance des immigrants vis-à-vis de leur intégration au marché du travail et à l'économie (activité par secteur, chômage et revenu).

3.3.2 Volet 2 – Logement et vie de quartier

Dans le cadre de la demande de 1995, les activités potentielles de ce volet avaient été regroupées sous trois axes, soit «Quartiers de l'immigration», «Études des trajectoires résidentielles» et «Gestion des équipements collectifs». D'une façon générale, les travaux réalisés dans les deux premiers axes sont assez proches des orientations mises de l'avant en 1995, même si l'équipe a ajusté certains des projets en fonctions des opportunités de financement et des liens potentiels à développer avec des chercheurs d'autres universités. Au sein de l'axe «Quartiers de l'immigration», deux projets majeurs sont en cours dont l'un, «Transformations socio-spatiales de deux îlots témoins, micro-observation de la cohabitation interethnique» (Blanc), est presque terminé et le second, «Modes d'insertion des immigrants dans les quartiers à majorité francophone : transformation urbaine et dynamique de cohabitation» (Germain), qui répond à une demande précise du MRCI et doit être financé par ce dernier, a fait l'objet d'une étude de faisabilité. Abordant chacun sous des angles qui leur sont propres, la question de l'impact de la transformation des quartiers sur les personnes qui les habitent, ces deux études sont susceptibles de venir appuyer diverses interventions visant à maintenir le climat harmonieux de coexistence qui est celui de la plupart des quartiers de Montréal tout en ciblant davantage les situations problématiques qui demanderaient des mesures supplémentaires. Il faut aussi signaler, dans le cas du premier projet, qu'il a permis à une étudiante, grâce aux compétences acquises, d'obtenir un poste de stagiaire auprès d'un de nos partenaires, la Société d'habitation du Québec (SHQ). Par ailleurs, dans le cadre du plan 1999-2001, cet axe connaîtra des développements comparatifs par le biais d'un projet financé par le ministère de l'Équipement du gouvernement français qui portera sur les lieux d'hospitalité dans la cité et où une étudiante de doctorat réalisera sa thèse.

Les travaux de l'axe 2 portant sur les trajectoires résidentielles ont également été notables. Il s'agit, d'une part, du projet «Dynamique de rapprochement, distanciation du ménage par rapport à la communauté d'origine : exploitation de la BDIM» (Renaud) qui, bien qu'il ait démarré tardivement à cause des difficultés d'accès à la banque de données, progresse maintenant à un rythme accéléré ainsi que du projet «Trajectoire résidentielle des immigrants dans la région métropolitaine» (Dansereau) qui vise à aborder cette question à partir d'un angle davantage qualitatif visant à expliciter les motifs de localisation et de satisfaction résidentielle au sein de deux populations, soit les Latino-Américains et les Haïtiens. Un projet plus modeste à caractère historique qui a permis d'intégrer les travaux menés à McGill, vient compléter l'ensemble (Zucchi). Dans le cadre de ces trois projets où l'apport des étudiants à des publications conjointes est à signaler, un ensemble de données permettant de mieux comprendre la dynamique d'installation des immigrants sur le territoire montréalais et, de manière plus générale, dans les grandes métropoles, sera rendu disponible à nos partenaires actifs dans le domaine de la planification urbaine. Par ailleurs, suite au séminaire thématique organisé dans le cadre du Colloque national et aux liens subséquents qui se sont établis entre les chercheurs de ce domaine à travers les quatre centres Metropolis, on prévoit, au plan de recherche 1999-2001, un projet conjoint de cartographie favorisant l'analyse et la représentation spatiale des compilations spéciales de données du recensement de 1996 sur la présence de la population immigrante dans diverses zones urbaines du Canada qui serait réalisé en collaboration avec Hiebert de Vancouver.

En ce qui concerne l'axe «Gestion des équipements collectifs», dont nous avons d'ailleurs précisé en 1995 qu'il était largement en développement, il a nécessité la formulation de projets beaucoup plus précis et davantage liés aux besoins des partenaires que les orientations générales qu'on y trouvait. Deux projets importants y sont actuellement menés. Le premier, «Les dynamiques discriminatoires et sélectives dans le marché locatif de l'habitation», qui fait l'objet d'un partenariat original avec la CDPJ qui prête un chercheur, est terminé, alors que le second, «Accès au logement des immigrants et des réfugiés : obstacles et stratégies de contournement» (Ray) vient d'être amorcé. Cet axe est toutefois appelé à se développer largement en 1999-2001 puisqu'on prévoit, d'une part, l'organisation de journées d'études spécifiques avec la Ville de Montréal sur ce thème et, d'autre part, un projet international, associant le Canada, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sur la situation des immigrants locataires en banlieue, qui est une retombée des contacts établis lors de la Conférence de Vancouver. L'ensemble des données générées par les projets de ce type sont susceptibles d'éclairer l'action des personnes qui ont à assurer la gestion quotidienne des divers équipements collectifs accessibles aux

immigrants. De plus, dans le cas du premier projet, on vise également à permettre à la CDPJ de mieux moduler ses approches de sensibilisation et de formation à l'intention des propriétaires.

3.3.3 Volet 3 – Éducation et formation

Tel que présenté dans la demande de 1995, les travaux de ce volet s'articulaient autour de quatre axes, soit «Concentration ethnique et intégration structurelle», «Soutien au développement de services d'intégration linguistique et de formation professionnelle mieux adaptés», «Évaluation de divers programmes de formation interculturelle» ainsi que «Gestion des conflits de valeurs et des tensions raciales à l'école». Toutefois, comme ce domaine représente celui dont l'intégration à travers les quatre centres est la plus avancée, ces quatre axes ont été reformulés à partir de 1998-1999 pour correspondre aux quatre Forums de recherche en éducation de Metropolis (FREM) adoptés conjointement par les chercheurs en éducation du réseau national.

Les importants travaux qui ont été menés sous l'axe «Concentration ethnique et intégration structurelle», en partenariat avec le MRCI, le MEQ et le Conseil de la langue française (CLF) et en étroite liaison avec l'élaboration de la politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle et de son plan d'action (à laquelle Mc Andrew a été associée) arriveront à terme ce printemps. En effet, «Concentration ethnique et intégration psychosociale» est déjà terminé depuis un an alors que le rapport final de «Concentration ethnique et usages linguistiques» vient d'être déposé. Ces deux projets, portant sur une thématique centrale du débat socio-éducatif au Québec qu'ils ont permis de baliser et de nuancer, ont aussi donné l'occasion à plusieurs étudiants de réaliser une partie de leurs travaux de doctorat en établissant des contacts étroits avec le milieu scolaire. Dès 1998-1999, nous avons amorcé la redéfinition de cet axe en harmonie avec le FREM «Éducation et mobilité sociale» qui était déjà implicite dans la formulation de certaines de nos orientations, en débutant un projet comparatif d'inventaire des banques de données disponibles au Québec sur cet enjeu qui connaîtra des développements comparatifs avec Vancouver, Calgary et peut-être Toronto, dans le cadre du plan de recherche 1999-2001.

Dans le cadre du second axe, «Soutien au développement de services d'intégration linguistique et de formation professionnelle mieux adaptés», quatre projets, dont deux sont terminés et deux sont en cours, ont été menés. Tous ont des retombées en matière de définition des services destinés aux nouveaux arrivants ou des approches pédagogiques les plus pertinentes auprès de ces clientèles. Il s'agit, au primaire/secondaire, d'une recherche sur les habiletés métalinguistiques et l'apprentissage de la lecture en langue seconde en classe d'accueil (Armand), d'un projet de développement d'instruments de la mesure de la littératie chez les élèves immigrants (Beer-Toker) et enfin d'une étude comparant les modèles de services réservés aux élèves nouveaux arrivants dans le système scolaire à Toronto et à Montréal qui a permis à Messier, professeure de classe d'accueil, de réaliser son mémoire de maîtrise et, plus récemment, d'être libérée par le MEQ pour participer à la définition des orientations de la réforme prévue dans ce domaine. Par ailleurs, un projet à partenariat intensif avec trois cégeps de la région métropolitaine, qui a bénéficié d'une subvention du programme PAREA, a été développé au collégial, un domaine où la recherche faisait grandement défaut au Québec. En 1999-2001, dans le cadre de cet axe qui se nomme désormais «Apprentissage de la langue et littératie», on prévoit une explosion de la demande des partenaires dans un contexte où tant les classes d'accueil que les COFIs font l'objet d'une remise en question. Des projets porteront, entre autres, sur le rôle des programmes d'enseignement des langues d'origine dans une perspective comparative (Québec, Ontario, Colombie-Britannique, Alberta, Belgique et France) ainsi que sur les services de francisation destinés aux immigrants adultes.

L'axe 3, qui porte maintenant le nom du FREM «Adaptation des institutions et formation interculturelle», regroupe deux projets. Le premier, mené par Ouellet et Gosh, et soutenu par le MPC, consiste en un bilan de l'état actuel de la formation interculturelle au Québec. Ce projet, qui a permis d'associer plusieurs étudiants de maîtrise et de doctorat provenant de disciplines et de communautés linguistiques différentes, fournira des données très utiles aux partenaires engagés dans l'élaboration et le suivi de programmes de ce type. Cependant, c'est lors de sa seconde phase, amorcée en 1998-1999 et qui sera réalisée surtout au plan de recherche 1999-2001, que sa dimension appliquée prendra son

envol. En effet, un partenariat a été signé avec la Division des relations interculturelles de la Ville de Montréal et divers services d'Hydro-Québec responsables de la formation du personnel pour une évaluation formelle des impacts de leurs interventions dans ce domaine. Le second projet (Proulx), étroitement associé aux travaux du groupe ministériel sur la place de la religion à l'école, qui était présidé par le chercheur principal et qui vient de déposer son rapport sur la question, porte sur la confessionnalité et la diversité religieuse dans les écoles québécoises et, plus spécifiquement, sur la position des parents de religions différentes sur cet enjeu.

Quant à l'axe 4 intitulé originalement «Gestion des conflits de valeurs et des tensions raciales», récemment renommé «Éducation civique et éducation à la citoyenneté», il a donné lieu à relativement peu d'investissements financiers d'IM, la plupart des projets ayant été en mesure de se réaliser par le biais des subventions obtenues depuis 1996 par l'équipe du GREAPE (FCAR, CRSHC, MPC). La question de la gestion des conflits de valeurs a toutefois donné lieu à un projet comparatif avec la France (Hohl), ainsi qu'à un mémoire de maîtrise portant spécifiquement sur le traitement médiatique du voile islamique à l'école publique dans les presses française et québécoise publié sous forme de *working paper* à IM. En ce qui concerne les projets sur l'éducation à la citoyenneté, le soutien d'IM a porté a eu pour objectif principal le développement de projets comparatifs dans le prolongement du programme de recherche de l'équipe dans ce domaine associant le MEQ, le MRCI et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Le premier, amorcé en 1998-1999, porte sur une comparaison des éléments relatifs à l'éducation à la citoyenneté dans le cadre des programmes d'intégration linguistique destinés aux adultes nouveaux arrivants au Québec et au Canada anglais qui associe Mc Andrew et Derwing (U. Alberta) et a reçu un financement d'appoint du MRCI et du MPC. Le second projet, qui a récemment obtenu des fonds du MPC et qui devrait se développer davantage en 1999-2001 en s'étendant à d'autres centres Metropolis, vise l'extension des travaux menés par Pagé sur les conceptions de la citoyenneté chez les jeunes à un public francophone et anglophone d'origines variées au Nouveau-Brunswick. L'ensemble des travaux de cet axe, qui ont permis à plusieurs étudiants de doctorat de participer à des rencontres pan-canadiennes, contribuent à une perspective renouvelée sur la formation des citoyens au sein d'une société pluraliste et plus spécifiquement à la redéfinition des politiques et programmes fédéraux et québécois dans ce domaine.

3.3.4 Volet 4 – Santé et services sociaux, sécurité publique, justice

Le plan de recherche du volet 4 comportait à l'origine trois axes : «Connaissance des clientèles et de leurs besoins en matière de santé et de services sociaux», «Modèles de prise en compte de la diversité et évaluation des interventions» et «Police, sécurité publique et justice». Ce volet est celui où les chercheurs avaient eu le moins de contacts préalables et où la composition de l'équipe a le plus bougé durant les premiers mois. C'est pourquoi les projets réalisés de 1996 à 1999, bien qu'ils s'inscrivent dans la foulée des orientations générales avancées en novembre 1995, sont assez éloignés des exemples de projets potentiels que nous avons inclus dans la demande.

L'axe «Connaissance des clientèles et de leurs besoins en matière de santé et de services sociaux» a donné lieu à deux projets, soit, d'une part, une étude majeure financée par le MRCI sur le passage de l'activité à la retraite au sein de quatre communautés d'origine immigrée à Montréal qui est en cours (Firbank) ainsi qu'un soutien d'appoint à Kirmayer pour la diffusion de résultats de la recherche «Pathways and Barriers to Mental Health care for immigrants and refugees» financée par d'autres sources. Ces deux projets, et notamment celui de Firbank qui porte sur une problématique en pleine émergence, vu le vieillissement général de la population, sont susceptibles de générer des données utiles, à la fois aux décideurs qui ont à élaborer des politiques en matière de services sociaux et de santé mentale et aux intervenants qui ont à interagir avec ce type de population. Par ailleurs, tel que prévu, Renaud a fourni une expertise méthodologique dans le cadre de l'enquête sur la santé des populations d'origine immigrante que mène actuellement Santé Québec. En 1999-2001, afin de renforcer la dimension «Santé physique» au sein de cet axe ainsi que les perspectives comparatives, il est prévu qu'IM s'associe à une recherche amorcée par Beiser à Toronto et soutenue par Santé Canada sur «The New Canadian Children and Youth Study : An Investigation of the Health and Development of Immigrant and Refugee Children in Canada».

L'axe «Modèles de prise en compte de la diversité et évaluation des interventions» a, quant à lui, manifesté un important dynamisme dans des projets répondant la plupart du temps à des demandes explicites de partenaires et visant surtout le soutien aux pratiques cliniques des intervenants. C'est le cas notamment du projet «Communication entre soignants et soignés dans un contexte de grande distance socioculturelle» (Jimenez) qui a bénéficié d'un soutien du MPC et est terminé; du projet «Prévention des conflits parents-enfants en situation de réunification familiale» (Legault) en cours, qui comporte un important volet de recherche-action sur le rôle des médiateurs dans de telles situations ainsi que des deux nouveaux projets amorcés en 1998-1999 dont le premier (Jimenez), vise la rencontre d'intervenants formés à la médecine occidentale et d'intervenants issus de traditions médicales différentes et le second (Kirmayer), le soutien aux intervenants agissant auprès des clientèles immigrantes souffrant de psychose. Quant aux trois autres projets dont deux sont terminés et un est en cours («Rôle et fonction des églises et des groupes religieux dans le processus d'intégration des Néo-Québécois à la société d'accueil», «Rôle des relations entre minorités ethniques dans le processus d'insertion à la société d'accueil : le cas des clients et aide à domicile d'un CLSC» et «Cohabitation et dynamique de soutien intergénérationnel parmi les familles immigrantes ou québécoises : un modèle de solidarité réussi»), ils portent sur des problématiques plus larges qui visent davantage les modèles de service que les interventions elles-mêmes. Tous ces projets sont menés en partenariat étroit avec le milieu de la santé et des services sociaux et associent plusieurs étudiants gradués et stagiaires postdoctoraux dont certains ont cosigné les rapports de recherche et articles divers découlant des projets. Il faut également noter que le volet a réalisé, à la demande de partenaires, un bilan de la recherche québécoise sur la santé et les services sociaux qui sera publié sous la forme d'un *working paper* à IM et qui permettra d'orienter le plan de recherche 1999-2001, en favorisant un arrimage plus étroit avec les recherches déjà menées ou en cours dans d'autres institutions universitaires ou publiques.

Finalement, en ce qui concerne l'axe «Police, sécurité publique et justice», suite au départ de Tremblay et à la non-disponibilité de Brodeur et de MacDonald, il s'est concentré, dans un premier temps, sur le projet de Symons qui, en partenariat avec ces deux services, étudie la racialisation des «gangs» de jeunes en comparant les positions du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) et des Centres jeunesse de Montréal. Par ailleurs, en 1998-1999, cet axe, qui a pu se renforcer par l'ajout d'un chercheur universitaire (Krane) et d'un chercheur communautaire (Chalom, SPCUM), s'étend désormais à la question de la violence conjugale et de ses rapports avec l'ethnicité et la «race». Le projet sur cette question (Oxman-Martinez), qui correspond à une des priorités identifiées par le MPC dans le cadre de son appel d'offres le plus récent, associe étroitement une étudiante de doctorat, déjà intervenante et gestionnaire dans les milieux de pratique, qui acquiert un encadrement théorique nécessaire à son projet de doctorat. En outre, en 1999-2001, il est prévu que Weinfeld, de retour de sabbatique, étende ses travaux sur la congruence ethnique à l'analyse des services de police.

3.3.5 Volet 5 – Intégration linguistique et sociale¹

Les réalisations de ce volet qui s'inscrivent, tel que présenté en novembre 1995, sous trois axes «Intégration linguistique», «Réseaux sociaux, contacts interethniques et vie associative» ainsi que «Transformations familiales et situation des jeunes de deuxième génération» sont abondantes et s'inscrivent généralement dans la foulée des orientations générales de la demande initiale, notamment dans le cas des axes 2 et 3.

¹ Depuis 1998-1999, suite à une décision conjointe du comité de coordination et du conseil d'orientation visant à réduire la dispersion des efforts, la responsabilité des projets de ce volet et de l'animation scientifique de ses chercheurs a été confiée aux coordonnateurs des volets dont les thématiques sont les plus proches de ses divers axes (soit respectivement le volet 1 en ce qui concerne l'axe 1 (Intégration linguistique), le volet 2 en ce qui concerne l'axe 2 (Réseaux sociaux) et le volet 6 en ce qui concerne l'axe 3 (Transformations familiales et situation des jeunes de deuxième génération). Étant donné que cette décision n'a pas d'incidence sur la programmation scientifique et pour des raisons de clarté et de cohérence avec la demande de 1995, nous traitons toutefois ici ce volet de manière spécifique.

En effet, l'axe 1 a connu un démarrage un peu plus tardif, dû au départ d'un des chercheurs de la demande initiale et du non-financement par le groupe de partenaires qui en avait fait la demande, (MRCI, CLF, MEQ) d'un des projets («Cheminement scolaire et projets d'avenir des jeunes allophones»), suite à des changements de priorités au sein de ces organismes. Deux projets, dont la pertinence politique dans le contexte québécois et surtout montréalais est évidente, ont cependant été menés en 1996-1998. Il s'agit, d'une part, de «Perspectives démolinguistiques selon les générations d'immigrants», dont les résultats pourront être utiles à une éventuelle politique de la population au Québec et d'«Impact des connaissances et des apprentissages linguistiques sur l'intégration des revendicateurs du statut de réfugié» qui s'appuie sur l'enquête REVENDI, financée par le MRCI et qui a permis d'établir des liens étroits avec des organismes communautaires. Depuis 1998-1999, cet axe a, en outre, connu un essor important suite au grand intérêt des partenaires pour les enjeux dont il traite. Trois nouveaux projets qui connaîtront des prolongements en 1999-2001 y sont menés. «Le rôle joué par les organismes communautaires dans la francisation des immigrants» (McAll) vient consacrer notre option de développement des partenariats avec ce secteur et s'est imposé suite à la réforme actuelle des services de francisation au Québec; «La détermination de la masse critique des travailleurs immigrants dans une entreprise pour l'utilisation d'une langue donnée» dont l'étude de faisabilité est terminée associe étroitement un chercheur d'une institution publique, Bouchard, tout en permettant à un étudiant de doctorat d'être reçu comme stagiaire à l'Office de la langue française (OLF). Quant aux «Facteurs qui sont à l'origine des usages linguistiques en milieu de travail chez les entrepreneurs immigrants et natifs» (Paré), qui constitue une sous-analyse d'une large banque de données générée par une étude antérieure financée par le CRSHC, il a déjà donné lieu à un *working paper* d'IM.

L'axe 2 «Réseaux sociaux, contacts interethniques et vie associative» s'est développé en étroite liaison avec la demande initiale. Les activités qui y sont menées portent, en effet, sur l'étude des réseaux sociaux des femmes haïtiennes (Ray et Rose), dans le cadre d'une recherche plus vaste dont le financement est assuré par d'autres sources, ainsi sur un projet de réseautage extrêmement dynamique qui a permis de réaliser une revue de littérature ainsi qu'un inventaire et des contacts préalables avec l'ensemble des chercheurs Metropolis intéressés à la question «Femmes, familles et réseaux sociaux» dans une problématique d'intégration sociale. Ce projet, qui est terminé, devrait connaître des suites en terme de projets comparatifs au plan de recherche 1999-2001. De plus, en 1998-1999, suite à une demande des organismes communautaires et de la Ville de Montréal, nous avons amorcé le projet prévu à la demande de 1995 sur la transformation du rôle des associations ethniques. Les trois projets sont susceptibles de générer des connaissances sur la problématique de l'intégration sociale utiles, à moyen et à long terme, à l'ensemble des planificateurs de programmes de soutien spécifique à ces clientèles ainsi qu'aux intervenants et associations intéressés à évaluer de manière critique l'état de leurs pratiques. Par ailleurs, à plus court terme, Charbonneau et Vatz-Laaroussi se sont engagées, à la demande du MRCI, dans le projet «Analyse des processus de jumelage entre familles immigrantes et familles d'accueil dans quatre régions du Québec». Visant à identifier les facteurs de succès de telles initiatives et à cerner les différences régionales à cet égard, le projet associe chercheurs et étudiants gradués de Montréal et des régions, permettant à ces derniers d'acquérir une expérience plus large de la réalité migratoire.

Le troisième axe «Transformations familiales et situation des jeunes de deuxième génération» s'est développé en deux phases correspondant à ces deux sous-thèmes. Dans un premier temps, une série de projets sur les jeunes ont été mis de l'avant. Il s'agit d'abord de «Transformation des conceptions de la famille, de la communauté et de la société suite au contact interculturel» qui a associé un étudiant de maîtrise dont le sujet de thèse était pertinent. À partir des conclusions de ce premier bilan, les chercheurs se sont engagés dans une étude portant sur la transmission des valeurs chez les jeunes immigrants issus de la nouvelle immigration qui a fait l'objet d'une demande de projet stratégique (voir 3.3.7). Une revue de littérature sur les jeunes issus des mariages mixtes (Meintel) a aussi été réalisée. Le chantier jeunes étant ainsi bien lancé, à partir de 1998-1999 nous avons pu, en réponse notamment à plusieurs demandes de Condition féminine Canada, nous attaquer plus sérieusement à la question des rapports de sexe et de la situation des femmes en contexte migratoire. Deux projets ont été amorcés en 1998-1999 à cet égard. Le premier, «Les rapports hommes/femmes et leur trans-

formation chez les immigrants de première et deuxième génération» (Vatz-Laaroussi), qui est appelé à des développements majeurs en 1999-2001, a fait l'objet d'une demande auprès du CRSH pour l'établissement d'un réseau stratégique associant des chercheurs de Montréal, Vancouver et Winnipeg ainsi qu'un ensemble de partenaires publics canadiens et québécois dans le domaine. Le second projet, qui porte spécifiquement sur la situation des femmes réfugiées (Juteau), comporte également une dimension comparative (avec Chambon de Toronto et le Canadian Center for Victims of Torture) ainsi qu'une forte composante partenariale, tout en associant deux Chaires d'études ethniques au Québec.

3.3.5 Volet 6 – Citoyenneté, culture et climat social

Les travaux menés sous cet axe s'inscrivent, tel que présenté dans la demande de 1995, sous quatre axes qui ont toutefois connu quelques redéfinitions en cours de parcours, soit «Modèles éthiques, juridiques et politiques de la citoyenneté dans un contexte pluraliste», «Attitudes interethniques et opinion publique», «Cosmopolitisme, production culturelle et équipements collectifs» ainsi que «Analyse des discours et pratiques des médias et des représentations sociales». En effet, alors que les axes 1, 2 et 4 ont connu d'importants développements dépassant largement les propositions de la demande de 1995, la non-disponibilité de plusieurs chercheurs de l'axe 3 ainsi que la faible demande des partenaires dans ce secteur ont amené à fusionner les axes 3 et 4 à partir de 1998-1999, sous un thème central «Analyses culturelles et médiatiques».

L'axe «Modèle éthique, juridique et politique de la citoyenneté dans un contexte pluraliste» s'est orienté autour de trois grandes thématiques. La première, qui a permis l'établissement d'un partenariat associant des chercheurs de quatre disciplines et de deux communautés linguistiques (Black, Glenn, Juteau, Weinstock), porte sur un bilan multidisciplinaire des enjeux normatifs, juridiques, politiques et sociaux de la citoyenneté, publié sous forme de *working paper* à IM et qui fera l'objet d'une analyse interdisciplinaire (Juteau) en 1999, qui servira de base à une série de documents de vulgarisation et d'ateliers auprès de divers partenaires (MRCI, MPC, organismes communautaires), tous impliqués, à des degrés divers, dans une redéfinition de leurs politiques publiques de gestion de la diversité. Ce projet, qui a donné lieu à de nombreux liens internationaux, se poursuit également par un approfondissement chez Glenn et Weinstock de leur contribution spécifique au bilan («Le rôle juridique de la citoyenneté», «Société civile et démocratie»). Les deux autres thèmes de cet axe adoptent davantage une perspective de terrain. Dans un cas (Helly et Mc Andrew, terminé), il s'est agit de cerner la définition de la citoyenneté et la vision des changements gouvernementaux actuellement en cours au Québec dans ce domaine auprès de dirigeants d'organismes non gouvernementaux actifs dans l'accueil des nouveaux arrivants. Quant à la dernière thématique appelée à se développer en 1999-2001, elle n'a pris son envol qu'à partir de 1998-1999 dans la foulée des travaux déjà menés par Black, mais également des conclusions du séminaire sur la participation civique organisé par le MPC qui a permis de réunir un ensemble de chercheurs canadiens intéressés à la question de la participation politique. Trois projets ont donc été amorcés en 1998-1999 dans ce domaine, un majeur (Simard) («La participation politique des immigrants dans six villes canadiennes»), qui est la retombée directe de l'événement mentionné plus haut et deux plus modestes, «La participation civique des immigrants aux instances municipales » à la demande de la Ville de Montréal et «The Ethnoracial Origin of MP's in the Thirty-Sixth Parliament (Black).

Bien qu'il ait connu des changements majeurs en termes de composition de ses chercheurs, le programme de recherche de l'axe 2 suit assez étroitement les orientations générales mises de l'avant en 1995. On y a mené essentiellement trois projets dont deux (Bourhis) portent plus particulièrement sur les attitudes interethniques et l'opinion publique («Relations interculturelles et modèle d'acculturation interactifs» et «International Study of Attitudes towards Immigration and Settlement») et comportent, notamment dans le cas du second, un important volet comparatif international (Union européenne et Israël) développé dans le cadre de la Conférence d'Israël. Par ailleurs, un projet à caractère beaucoup plus appliqué a été mené par une stagiaire postdoctorale à la CRE portant sur le racisme tel que vécu par les jeunes. La subvention d'IM dans le cadre de ce projet de vidéo impliquant un nombre important de partenaires publics et communautaires a servi à réaliser l'étude documentaire qui permettra la

réalisation de l'instrument. En 1999-2001, on prévoit que l'essentiel de l'investissement des efforts sous cet axe sera focalisé sur le projet Bourhis-Berry susceptible de connaître d'importants développements.

Tel que mentionné plus haut, les axes 3 et 4 désormais fusionnés comprennent à la fois des analyses culturelles et des analyses médiatiques. Dans le domaine de la culture, un seul projet («Vers un nouveau cosmopolitisme : la contribution de créateurs artistiques à l'émergence d'une identité culturelle québécoise plurielle») (Latouche), a été réalisé. Celui-ci a consisté en un soutien à la production d'un ouvrage comparatif sur cet enjeu (New York, Atlanta, Boston, Bruxelles, Barcelone et Montréal) et en l'organisation d'un colloque sur l'identité culturelle en changement à Québec et à Montréal qui a donné lieu à la publication d'une série de cahiers de recherche sous la co-responsabilité d'une étudiante de doctorat. Les projets dans le domaine des représentations médiatiques ou autres ont porté, dans un premier temps, sur la position des régions dans ces débats, à travers l'analyse des mémoires soumis lors des consultations sur la régionalisation de l'immigration (Fall), une problématique dont la pertinence pour les décideurs est évidente, pour se tourner ensuite vers l'examen du traitement du thème de la citoyenneté dans les médias télévisuels québécois. Ce second projet, qui vient d'être amorcé, pourra bénéficier d'une subvention (CRSHC 1998-2001) obtenue en collaboration avec l'équipe de Chambon à Toronto et comportera une dimension internationale (Canada-Anglais, France, Suisse). Une dernière étude (Karim), soutenue par le MPC, délaisse la question des médias «mains-tream» pour documenter la place qu'occupent les enjeux civiques par rapport aux enjeux à caractère ethnospécifique au sein des médias sud-asiatiques de Montréal et d'Ottawa. En 1999-2001, l'auteur envisage d'étendre son étude à Toronto, Calgary et Vancouver.

3.3.7 Projets stratégiques

Le concours «Projets stratégiques» avait comme objectif de soutenir des projets trans-volets de plus grande envergure dans cinq domaines prioritaires identifiés conjointement par le comité de coordination et le conseil d'orientation, soit les jeunes; les modalités de l'adaptation des institutions; l'apport de l'immigration au développement de Montréal; le racisme, l'exclusion et les obstacles systémiques à l'intégration et finalement, les langues, les cultures et les dynamiques identitaires.

Trois projets portant principalement sur les jeunes mais couvrant également, selon le cas, les thèmes 4 et 5, ont été retenus par le jury et amorcés autour du printemps 1998 (cette date a varié selon l'étendue du réajustement que les chercheurs ont dû réaliser au sein de leur projet en fonction des fonds obtenus). Le premier projet, sous la direction de Termote, porte sur «L'insertion des jeunes immigrants dans la société montréalaise » et s'interroge sur la situation de ces jeunes dans une société qui éprouve des difficultés à intégrer sa jeune génération. L'étude consiste à analyser le processus d'insertion à travers diverses dimensions : démographique, scolaire, économique, familiale, résidentielle et socioculturelle. Le but de cette analyse multidimensionnelle n'est pas seulement de dresser l'état de situation actuelle, mais aussi de dégager des balises pour les conditions d'insertion futures. Le second, «Jeunes immigrés et transmission des valeurs», sous la direction de Helly, vise à documenter cette problématique chez des jeunes adultes de 25 à 28 ans ayant connu les conditions nouvelles d'établissement propres au contexte économique et culturel des années 1990. Les observations sont relevées selon trois axes : leurs conditions de participation au marché du travail, leur orientation culturelle et leurs perceptions de la place réservée aux immigrants. La recherche veut ainsi mettre à jour la dynamique personnelle et sociale de jeunes immigrés occidentalisés, exposés à de nouvelles contraintes d'insertion mais disposant de nouveaux moyens de tisser des réseaux. Finalement, le troisième, sous la direction de Saucier, porte sur «L'évaluation des savoirs des familles immigrantes en matière d'éducation familiale» et vise à étudier les réponses des parents de deux groupes culturels distincts soumis à des situations de résolution de problèmes éducatifs avec leurs enfants à trois points d'âge. Cette étude espère contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes d'adaptation des familles immigrantes dans leur tentative de faire le pont entre la culture d'origine et le milieu d'accueil et à la réduction de l'incompréhension entre parents, intervenants sociaux et enseignants où l'échange est trop souvent alourdi par la confrontation d'univers de significations différents.

Par ailleurs, suite à l'obtention gratuite de données de Statistique Canada pour lesquelles nous avons réservé un budget *ad hoc* sur celui des projets stratégiques, et afin de couvrir davantage le thème 3, considéré comme prioritaire par nos partenaires municipaux, nous avons été en mesure de nous engager depuis septembre 1998 dans un projet de portrait de l'immigration à Montréal sous l'égide du comité de données, maintenant dirigé par Piché, qui devrait se développer en 1999-2001. Quatre activités, visant à analyser et à présenter de manière novatrice les données déjà disponibles du recensement de 1996 ainsi que diverses banques de données à caractère administratif ont déjà donné des résultats préliminaires («Aspects démographiques et économiques de l'immigration», «Statistiques sur les jeunes et les familles à Montréal», «Exploitation de banques de données en éducation» et «Mini-atlas sur l'immigration à Montréal»)

3.4 Formation des étudiants

De 1996 à 1999, 106 étudiants ont travaillé comme assistants de recherche dans divers projets d'IM, dont 84 poursuivent des études supérieures (47 à la maîtrise et 46 au doctorat) alors que 13 étaient inscrits au cégep ou au 1^{er} cycle universitaire. L'examen des sujets de thèse et de mémoire des étudiants de 2^e et 3^e cycle ayant terminé leur scolarité révèle de plus que 60 portent sur des problématiques relatives à l'immigration et à l'intégration, et que parmi ces derniers, 35 s'insèrent directement dans des projets financés par IM (voir annexe 2 pour la contribution spécifique de chacun des projets à la formation des étudiants).

Les assistants sont membres de plein droit des équipes, ils participent aux discussions et aux décisions qui ont lieu quant aux activités de recherche et sont invités également aux activités locales et nationales du réseau Metropolis – dans la mesure des ressources disponibles. Du fait cette participation égalitaire et intensive aux divers projets, ces étudiants bénéficient d'un encadrement de pointe qui, en plus des bénéfices habituels de l'intégration au sein d'une équipe pluridisciplinaire et bilingue, leur permet de développer des atouts que la formation universitaire classique ne permet pas toujours d'acquérir, tels l'accès au réseau des décideurs, la compétence à négocier avec des partenaires divers ainsi que l'habileté à disséminer de façon novatrice des résultats de recherche. Il est important de signaler, en ce qui concerne ce dernier point, que parmi les retombées directes du financement d'IM, on retrouve 4 livres ou parties de livre, 10 articles avec comité de lecture et 33 autres productions signés ou co-signés par des étudiants ainsi que 45 participations à des activités de dissémination alors que dans le cas des retombées indirectes, c'est le cas de 16 livres et parties de livre, 4 articles avec comité de lecture, 8 autres productions et 22 participations à des initiatives de dissémination.

De plus, les étudiants ont accès à diverses structures d'encadrement offertes par les groupes de recherche qui composent le Centre telles, par exemple, les séminaires pluridisciplinaires offerts respectivement par le GRES ou le GREAPE ainsi que d'autres activités étudiantes organisées par le GRI à McGill et le GEVI à l'INRS. Notons tout particulièrement à cet égard l'organisation par le CEETUM, en collaboration avec l'INRS et McGill, d'un colloque de présentation des travaux étudiants qui s'est tenu le 16 avril dernier. Nous incitons également les étudiants gradués à se prévaloir de la possibilité offerte par la CREPUQ de s'inscrire à des cours gradués sur l'immigration, l'intégration dans d'autres institutions que leur université d'appartenance.

PARTIE IV – GESTION DE LA RECHERCHE ET COMMUNICATION

4.1 Structure de gestion et de planification de la recherche appliquée par le Centre

La structure de gestion que nous avons établie en 1995 s'est avérée, avec quelques ajustements mineurs, une stratégie très efficace de coordination des activités de recherche de tous nos membres et d'adaptation de nos priorités en fonction des besoins des partenaires et du contexte universitaire et social plus large.

Pour l'essentiel, sans reprendre ici intégralement la partie F de la demande de 1995, qui a connu peu de modifications, notre mode de fonctionnement est caractérisé par l'existence d'équipes de base (les

«volets») où chercheurs de toutes institutions et partenaires interagissent et élaborent une proposition préliminaire de plan de recherche à partir des orientations générales de 1995, des intérêts émergeant des chercheurs et des besoins des partenaires ainsi que des opportunités de financement ou de recherches comparatives émanant du contexte plus large (voir à l'annexe 4f la mise à jour mineure des critères d'approbation énoncés au point 6 de la partie F effectuée en février 1999). Rappelons que les volets, qui sont répartis également entre les trois institutions d'attache, ne sont pas en compétition les uns avec les autres dans le cadre de ce processus, puisqu'ils reçoivent statutairement, après approbation de leur plan, la même somme annuelle ou biennale selon la période de planification adoptée par les instances décisionnelles du Centre. Durant cette phase d'élaboration du plan de recherche, la direction, tout en respectant l'autonomie des équipes locales de chercheurs et de partenaires, est en contact étroit avec les coordonnateurs de volets, entre autres, pour les informer des intérêts d'organismes publics, privés ou communautaires qui ne participeraient pas sur une base régulière aux réunions de volet mais pourraient s'impliquer dans un projet spécifique (voir partie II), pour relayer toute information à l'intention de partenaires publics ou privés d'investir du financement pour explorer certaines thématiques ou à des opportunités de liens avec les autres centres et, d'une façon générale, pour s'assurer que les priorités spécifiques à une période de planification mise de l'avant par le comité de coordination et le conseil d'orientation, lors de diverses opérations de remue-méninges servant à établir le bilan des activités passées, soient prises en compte. La direction assume également les liens avec la Table des usagers de la recherche, créée par le MRCI en mai 1996, dont le mandat est de réagir de façon générale à l'évolution du programme de recherche d'IM et de susciter de nouveaux partenariats (voir annexe 4d pour la composition de cette instance).

Une fois cette première tâche accomplie, les plans de recherche de chaque volet sont soumis au conseil d'orientation d'IM, qui après en avoir pris connaissance, rencontre chaque coordonnateur de volet lors d'une session intensive de travail pour lui faire connaître ses commentaires et ses suggestions dont le coordonnateur tiendra compte, dans la mesure des ressources humaines disponibles, lors de la rédaction finale du plan. Bien que nominalement consultative, cette instance a exercé depuis trois ans une influence importante sur la définition des plans de recherche (de fait plus importante que celle du comité de coordination qui est décisionnel mais intervient plus tard dans le processus). Le conseil est composé d'un chercheur de chaque institution et de 12 représentants des partenaires. Trois organismes ont un statut permanent (CIC, le MRCI et la Ville de Montréal) alors que 9 sont nommés pour un mandat de deux ans par le comité de coordination après consultation des partenaires (on trouvera à l'annexe 4c la composition 1998-1999 de ce conseil ainsi que la liste des divers organismes qui y ont siégé depuis 1996). Il se réunit au moins deux fois l'an – dans les faits plutôt trois – et en plus de sa fonction d'examen des plans de recherche, il a pour mandat de se prononcer sur les orientations d'ensemble du Centre, en particulier ses priorités et ses stratégies de dissémination des résultats et de présence active dans la communauté.

Quant au comité de coordination, constitué des six coordonnateurs de volet et d'un représentant par institution (annexe 4b) où le CRSHC siège à titre d'observateur, il a pour mandat d'examiner et d'approuver, après prise en compte de l'avis du conseil d'orientation, les plans de recherche finaux proposés par les coordonnateurs. De fait, étant donné la nature extrêmement participative et intensive de l'opération, son rôle se limite la plupart du temps à arbitrer quelques conflits mineurs qui n'auraient pas été réglés aux étapes antérieures et à s'assurer que l'ensemble des plans de recherche correspondent le plus étroitement aux objectifs du projet Metropolis. Selon nos statuts, il décide aussi de l'allocation de l'enveloppe restante (soit celle des «Projets stratégiques et dissémination») dans le meilleur intérêt du Centre en fonction des orientations générales du programme et des priorités exprimées par l'organisme subventionnaire ou les partenaires et des opportunités stratégiques émanant du milieu.

En ce qui concerne ce deuxième volet du mandat, il est important de signaler que depuis trois ans, tout en réservant les décisions relatives à la gestion quotidienne du Centre au comité de coordination, nous avons eu de plus en plus tendance à fonctionner collectivement par le biais de réunions conjointes du comité de coordination et du conseil d'orientation lorsqu'il s'agissait de débattre des orientations plus générales du Centre ou des priorités spécifiques aux divers plans de recherche. En plus

de l'opération de définition des thèmes prioritaires du concours Projets stratégiques (14 février 1997), deux réunions de bilan (3 avril 1998 et 5 février 1999) ont ainsi permis de décider, en 1998-1999, d'une orientation de consolidation avec amorce de nouveaux projets, uniquement dans des domaines ayant fait l'objet de demandes convergentes des partenaires et insuffisamment traités dans le plan 1996-1998 ou permettant de concrétiser les possibilités de projets communs intercentres identifiés lors du colloque de Montréal et en 1999-2001, de deux priorités, le renforcement de la dimension comparative ainsi que l'intensification des activités de diffusion des résultats, notamment ceux des projets réalisés en 1996-1998. Par ailleurs, lors de cette dernière rencontre, le comité de coordination et le conseil d'orientation ont également pris deux décisions importantes pour l'orientation future du Centre. Il s'agit de ne pas reconduire en 1999 l'opération «concours Projets stratégiques» menée en 1997 dont l'impact a été jugé non suffisamment structurant sur l'établissement de liens transversaux au sein d'IM et sur l'atteinte plus générale des objectifs de développement du Centre, et de réserver la moitié de la somme budgétisée à cet égard à l'ajout de sommes supplémentaires par volet devant spécifiquement soutenir des projets comparatifs ou de dissémination novatrice des résultats de la recherche auprès de publics non traditionnels. L'autre moitié de la somme est gelée, d'une part, pour répondre aux besoins de commandes supplémentaires de données qui pourraient émerger de la réalisation du portrait de l'immigration à Montréal considéré comme une initiative véritablement stratégique par les chercheurs et les partenaires et, d'autre part, pour assurer le réajustement éventuel de certains plans de recherche suite au rapport d'évaluation qui, rappelons-le, sera postérieur à l'adoption de notre programme 1999-2001 en juin 1999. Lors de ces diverses rencontres, les membres des deux conseils peuvent s'appuyer sur les bilans d'avancement des projets réalisés annuellement par les chercheurs, sur des états de situation plus généraux sur les activités du volet ou du Centre préparés, selon le cas, par les coordonnateurs ou la direction ainsi que sur divers documents déposés par les partenaires, faisant état de nouveaux besoins ou de nouvelles opportunités.

4.2 Diffusion des résultats de la recherche

Notre stratégie de dissémination des connaissances relatives à l'immigration et à l'intégration s'est articulée en deux phases, correspondant à l'état d'avancement du programme de recherche. Dans un premier temps, il s'agissait de faire connaître les projets du Centre afin de susciter des partenariats ou d'enrichir les problématiques ou les méthodologies employées ou souvent même de rendre disponibles aux membres d'IM et à un public plus large les résultats de recherches déjà réalisées par des chercheurs ou partenaires. En effet, s'il est une leçon qu'on peut tirer des contacts accrus entre chercheurs et partenaires qu'a suscité le projet Metropolis et, notamment des opérations de définition de «besoins» de nouvelles recherches, c'est bien la méconnaissance assez répandue, même au sein des milieux les plus concernés, de l'état actuel d'avancement des connaissances scientifiques sur divers enjeux. À partir de 1998-1999, nous avons graduellement amorcé la seconde phase, soit celle de la diffusion des résultats proprement dits de nos projets, qui devrait s'accroître au fur et à mesure que les études seront complétées. Nous prévoyons d'ailleurs, en janvier 2000, une importante réunion conjointe du comité de coordination et du conseil d'orientation spécifiquement consacrée à cet enjeu. À travers tout ce processus, nous avons conjugué et continuerons de conjuguer deux types d'approches, soit, d'une part, la rédaction par nos chercheurs de publications de type traditionnel nécessaires à leur reconnaissance tant à l'intérieur de l'institution qu'au sein de la communauté universitaire nationale et internationale et, d'autre part, le développement de stratégies novatrices de dissémination et surtout d'appropriation des résultats par diverses catégories de décideurs ou d'intervenants en fonction de leurs besoins professionnels spécifiques. Dans ce second type d'approche, s'inscrivent également nos efforts pour une couverture médiatique plus large et surtout plus approfondie de nos travaux ainsi que le développement de notre site *web* où on retrouve non seulement des informations générales sur le Centre, mais surtout les programmes de recherche des volets, la liste des projets assortie de leur résumé, le curriculum des chercheurs ainsi que diverses de leurs publications découlant du soutien d'IM (conférences, *working papers*, rapports).

4.2.1 Publications et communications scientifiques

Tel qu'illustré dans la demande de 1995, la très forte majorité des chercheurs participant à IM avaient à leur crédit un nombre impressionnant de publications et de communications scientifiques et leur activité s'est poursuivie depuis la création du Centre. Toutefois, tel que mentionné précédemment, l'essentiel de ces publications ont porté, du moins jusqu'en 1998-1999, sur leurs travaux antérieurs ou courants financés par d'autres sources qui figurent au rapport annuel 1997-1998 mais que les normes du CRSHC pour cette évaluation ne nous permettent pas de présenter ici. La productivité appréciable de nos chercheurs en matière de publications ou d'activités de dissémination ayant reçu un soutien institutionnel d'IM sans nécessairement découler d'un projet spécifiquement financé par le Centre (annexe 3b) donne cependant un bon aperçu de leur dynamisme. On y compte 52 livres ou parties de livre, 10 articles dans des revues avec comité de lecture, parus (7), acceptés (2) ou soumis (1), 32 autres productions, 57 communications scientifiques ainsi que 80 autres initiatives de dissémination, où la présence significative des partenaires est à signaler.

En ce qui concerne les publications en lien direct avec des projets financés par IM (annexe 3a), en tenant compte de l'état d'avancement du programme, on peut considérer qu'elles sont appréciables même si, comme peut le prévoir quiconque connaît la lourdeur du processus d'approbation et de publication dans des ouvrages à caractère scientifique, ce sont davantage d'autres productions (72), des communications scientifiques (88) et d'autres initiatives de dissémination (56) que des livres et parties de livre (19) ou des articles parus (8), acceptés (8) ou soumis (10). À cet égard, on doit souligner que tous les volets ne sont pas à la même enseigne. En effet, ceux qui mènent surtout des travaux à caractère expérimental ou ayant bénéficié d'importants contrats de partenaires pour des études encore sous embargo sont désavantagés, du moins à court terme, par rapport à ceux où l'analyse théorique domine ou qui poursuivent des projets de plus petite envergure. Par ailleurs, sans tomber dans la dévaluation systématique des publications locales qui prévaut dans un certain milieu universitaire et qui, à notre avis, est incompatible avec l'esprit même du projet Metropolis, il est intéressant de noter qu'une part importante de ces publications et communications ont un caractère national plus large ou même international, une tendance qui devrait s'accroître dans l'avenir étant donné les développements comparatifs notables prévisibles au plan de recherche 1999-2001.

4.2.2 Stratégies novatrices de dissémination et d'appropriation des résultats

À un premier niveau, l'existence même des volets où partenaires et chercheurs d'institutions différentes interagissent, constitue une large opération d'infusion des connaissances déjà disponibles et de digestion par les décideurs et intervenants des résultats au fur et à mesure qu'ils deviennent disponibles. De plus, de 1996 à 1999, les volets ont organisé une quinzaine d'activités scientifiques portant sur des thématiques particulières où les connaissances déjà disponibles ainsi que les résultats des recherches entreprises à IM ont été présentés et débattus (voir annexe 3a ou 3b selon le cas). En outre, sans mentionner la Conférence de Montréal et nos autres participations aux conférences nationales et internationales décrites à la partie II, d'autres activités à caractère transversal ont été organisées par le Centre à l'intention de publics particuliers ou du grand public (par exemple, les deux séminaires à l'intention du monde des affaires les 9 mai 1997 et 27 mars 1998, plusieurs sessions lors du Colloque de la SCEE, ainsi que les deux séminaires internationaux déjà mentionnés au point 2.3). Dans l'ensemble, la participation à ces événements est excellente s'établissant autour d'une moyenne d'une vingtaine de personnes avec des pointes pouvant aller jusqu'à 75. Nous prévoyons les poursuivre dans les années à venir, notamment à l'automne 1999, par l'organisation d'un mini-colloque à l'intention des ONG. Toutefois, compte tenu du fait qu'ils viennent s'ajouter aux nombreuses activités organisées par les institutions d'accueil, soit au CEETUM, le GRES, le GREAPE et la Chaire, à l'INRS, le GEVI et à McGill le GRI, il faut éviter de les multiplier afin de ne pas créer un effet de saturation.

Par ailleurs, pour mieux rejoindre le public qui ne désire pas nécessairement se déplacer, nous diffusons notre collection de *working papers*, également disponibles sur le site *web*, aux personnes qui en font la demande ainsi que divers documents produits suite à nos activités, par exemple les Actes du Séminaire à l'intention du monde des affaires ou le bilan de la rencontre «Éducation dans les sociétés

divisées», ainsi, bien entendu, que les Actes du colloque de Montréal. À cet égard, il faut rappeler qu'une grande partie de nos *working papers*, du moins lors de la première phase de nos activités, a consisté en des bilans de l'état des connaissances dans des champs précis qui nous avaient été demandés par des groupes de partenaires, une approche que le Rapport Watson-Dubois, postérieur à nos efforts, recommandait pour mieux répondre, entre autres, aux besoins des partenaires fédéraux.

La présence de nos chercheurs au sein de la communauté est également importante, qu'elle passe par la participation à des consultations publiques (entre autres, le Groupe consultatif pour la révision de la législation sur l'immigration au fédéral qui a rencontré une quinzaine de nos chercheurs le 29 avril 1997 ainsi que le Secrétariat à la révision de l'offre de francisation du Québec) ou par le biais d'instances consultatives (telles le Conseil des Relations interculturelles) ou de comités divers (Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle, Place de la religion à l'école, Commission Nicolet, Comité des réfugiés de la mer) auxquels siègent nos membres. De même, notamment dans les volets qui sont liés à des secteurs professionnels spécifiques (Santé et services sociaux, Police, Justice, Éducation), on trouvera à l'annexe 3 divers exemples de sessions de formation visant directement la traduction des connaissances scientifiques en habiletés professionnelles, sans mentionner ici l'impact de nos recherches sur la formation initiale de ces catégories d'intervenants, dont la plupart relèvent de nos universités et où nos chercheurs sont actifs.

Finalement, afin d'assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche dans les médias, le Centre a établi un comité des médias dont la principale activité a consisté à organiser une rencontre avec de représentants de la presse écrite tenue le 14 novembre 1997. Cette réunion visait à la fois le développement de liens permettant de favoriser la diffusion de nos résultats de recherche et la consultation des représentants des médias sur les thèmes de recherche qui devraient être privilégiés dans ce domaine. Plusieurs suggestions dont on retrouve écho dans les Actes du colloque de Montréal, ont été avancées à cet égard, ce qui permis au comité d'amorcer diverses actions pour accentuer ses liens avec ce secteur. Au-delà de ces approches institutionnelles, il faut noter que la couverture médiatique des travaux de nombre de nos chercheurs a été appréciable. Ainsi, on peut voir à l'annexe 3 que 82 articles ou émissions de radio ou télévision ont porté sur des projets financés par IM (18) ou sur des travaux de nos chercheurs dont la diffusion a reçu un appui institutionnel du Centre ou du réseau Metropolis national ou international (64), des résultats qui seraient encore plus impressionnants si nous avions pu inclure l'ensemble de la couverture des recherches de nos chercheurs dans le domaine de l'immigration et de l'intégration.

4.3 Appuis institutionnels

L'appui des trois institutions membres du consortium a été en tous points conforme aux engagements de 1995 qu'elles ont même dépassés dans certains cas. Ainsi, l'Université de Montréal accueille le Centre dans ses locaux, gère les subventions de recherche et offre un dégageant, théoriquement à demi-temps, au chercheur qui en assume la direction. De plus, du fait de notre association étroite avec le CEETUM et ses équipes associées, nous bénéficions souvent du soutien *ad hoc* de l'adjointe administrative ou d'agents de recherche sur divers dossiers. L'INRS-Urbanisation, pour sa part, prête des locaux, offre des services de secrétariat (qui s'occupent à titre gracieux de la production du bulletin) ainsi que les services d'un commis en administration. De plus, elle héberge le comité de données qui reçoit un soutien important d'un agent de recherche financé par d'autres fonds. Quant à l'Université McGill, elle prête des locaux, une photocopieuse et fournit les services d'un commis en administration. Les trois institutions concernées gèrent les fonds de deux volets chacun², s'occupent de l'encadrement des étudiants qui participent à la réalisation des projets de recherche et fournissent, au besoin, des salles de rencontre. De plus, il faut signaler qu'en 1996-1998 les trois institutions ont conjointement soutenu la tenue de la Deuxième conférence nationale par une subvention. En outre, en 1997-1998, l'UdeM a reconnu la charge assumée par la direction suite à l'organisation de cet événement en lui accordant un dégageant supplémentaire de 3 crédits, décision qui a été reconduite en

² un seul depuis 1998-1999 à McGill, voir note 1.

1998-1999 vu le surcroît de travail généré par la réalisation du présent rapport d'évaluation d'étape, conjugué à l'opération de définition d'un nouveau plan de recherche.